

ICB/JB
AMBASSADE DE FRANCE
AUX PAYS-BAS

La Haye, le 11 octobre 1979

N° 895/EU

Robert de Souza
Ambassadeur de France aux Pays-Bas
à
Son Excellence Monsieur Jean François-Poncet
Ministre des Affaires Etrangères
Direction d'EUROPE

A.S. La défense des droits de l'homme et les jeux olympiques de Moscou.

Assiste-t-on à partir des Pays-Bas à l'orchestration d'une action d'envergure pour la défense des droits de l'homme dans le cadre des prochains jeux olympiques de Moscou ?

Au mois de mai dernier, plusieurs personnalités d'horizons aussi divers que l'évêque de Breda, Mgr ERNST, le député socialiste et ancien ministre des affaires étrangères M. van der STOEL, ou encore le président de la principale centrale syndicale FNV, M. KOK, constituaient un "comité pour les jeux olympiques et les droits de l'homme", dit "comité van THIJN", du nom de son initiateur, qui ^{est} le vice-président du groupe parlementaire socialiste.

L'un des membres du bureau exécutif de ce comité, M. BRINKHORST, député D'66 (centre gauche) et ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se voyait plus particulièrement confier la tâche de prendre des contacts à l'étranger pour susciter la création de comités analogues dans divers pays européens (ma dépêche n° 10/DA/EU du 3 mai 1979).

Cette action vient d'aboutir à quelques premiers résultats : M. van THIJN a en effet dressé le 9 octobre, devant la presse de La Haye, un premier bilan, annonçant que onze pays européens (1) avaient accepté de constituer un "front d'Europe occidentale", invité à se réunir à La Haye les 11 et 12 avril 1980. A l'ordre du jour de cette réunion, est inscrit l'examen

(1) Les pays de la Communauté européenne, plus l'Autriche et la Suède.

Communiqué à : DP, DAM

BONN, BRUXELLES, COPENHAGUE, DUBLIN, LONDRES, LUXEMBOURG, ROME,
STOCKHOLM, VIENNE

MOSCOU, LE CAP.

.../...

du rapport qui aura pu être établi d'ici là, concernant la possibilité d'obtenir de l'Union Soviétique, avant l'ouverture des jeux olympiques, une amnistie pour deux cent-cinquante prisonniers politiques en URSS. Le comité s'emploie actuellement à recueillir les informations nécessaires à l'établissement d'une liste de détenus, et à la constitution de dossiers sur les cas à retenir en priorité.

Le "comité pour les jeux olympiques et les droits de l'homme" avait à ce jour peu fait parler de lui, et ses activités demeureraient mal connues du public néerlandais, mais grâce au "comité olympique néerlandais" (NOC), une sérieuse publicité vient de lui être faite.

Peut-être en effet informé de ce qui se préparait et soucieux de prendre les devants, le NOC a envisagé pour sa part de faire souscrire aux athlètes néerlandais sélectionnés pour les Olympiques de Moscou un engagement par lequel chacun d'entre eux s'abstiendrait d'entrer en contact avec des dissidents soviétiques durant toute la durée des Jeux. Le NOC se proposait de faire adopter ce projet en séance plénière du comité le 27 novembre prochain. Sitôt connu du public, le projet a suscité de vives réactions. La presse a été unanime à dénoncer cette initiative et à reprocher au NOC de vouloir refuser aux athlètes la liberté de circulation, pourtant expressement prévue par les accords d'Helsinki. Les journaux ont également vu une violation de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, laquelle prévoit la liberté d'expression de l'individu.

Le comité van THIJN s'est de son côté aussitôt saisi de l'affaire, intervenant avec vigueur pour que le gouvernement obtienne du NOC de revenir sur son projet.

Le 10 octobre, le secrétaire d'Etat à la culture et aux loisirs, M. de VRIES, vient d'annoncer à la Deuxième chambre que le NOC abandonnait le projet en question et se contenterait d'élaborer un "code de conduite" des athlètes, précisant à ceux-ci les risques encourus s'ils se livrent, lors de leur séjour à Moscou, à des activités contraires à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Ayant obtenu gain de cause sur cette affaire, le comité des Jeux Olympiques et les droits de l'Homme entend maintenant porter son action sur la question de la participation de l'Afrique du Sud aux Jeux olympiques des handicapés prévus à Arnhem, l'an prochain (ma dépêche n° 723/EU du 30 août dernier).

Le ministre des affaires étrangères, M. van der KLAUW doit prochainement intervenir devant la Deuxième chambre pour faire connaître la

position de son gouvernement. Il a déjà laissé entendre qu'il avait reçu du comité organisateur de ces Jeux, ainsi que de son ambassadeur au Cap, des assurances suffisamment sérieuses sur la composition multiraciale de l'équipe intéressée. Il n'y aurait dans ces conditions pas lieu de s'opposer à la venue des joueurs sud africains.

Le comité de M. van THIJN, où siègent des représentants des quatre principaux partis politiques, n'a pas encore arrêté définitivement sa position sur cette affaire, les membres représentants du parti libéral considérant qu'il convient d'autoriser l'équipe sud-africaine puisqu'elle répond aux principes de non-discrimination. Les représentants des autres partis, les socialistes en particulier, s'inquiètent néanmoins de la réaction des autorités soviétiques qui pourraient s'opposer à la venue d'une équipe de joueurs d'Afrique du Sud, et user de ce prétexte pour refuser au comité van THIJN les amnisties demandées. Le parti socialiste, qui semble en cela avoir l'appui d'une large majorité à la Chambre, a ainsi l'intention d'évoquer cette affaire prochainement dans le cadre d'un débat sur l'Afrique du Sud, et du texte de loi prévoyant l'application de sanctions contre ce pays, texte déposé au Parlement en 1977 mais toujours non adopté par la Première chambre./.

Rhonda